

**Rapport pour la commission  
permanente du conseil régional  
JANVIER 2023**

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**ACCÈS INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT DANS LES LYCÉES FRANCILIENS  
1ER RAPPORT POUR 2023**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a> .....	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a> .....	5
<a href="#">ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION</a> .....	7
<a href="#">CONVENTION Région - CD77 Accès Internet général mutualisé</a> .....	8

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Le numérique constitue un puissant levier d'innovation pédagogique. Il favorise des pratiques collaboratives répondant aux enjeux de l'école du 21ème siècle. Il est également un formidable outil d'inclusion des élèves et étudiants en situation de handicap.

Afin de permettre le développement et le soutien de ces usages dans les lycées franciliens, la Région a déjà agi à plusieurs niveaux depuis 2016 et le rapport cadre « Vers des lycées 100% numériques » (rapport CR 84-16), notamment en déployant des accès Internet Très Haut Débit performants sur fibre optique et en généralisant la distribution d'ordinateurs portables et de tablettes.

Ces équipements, qui ont accompagné l'arrivée des manuels numériques, et l'essor du numérique génèrent sans cesse une demande d'augmentation de la bande passante de la connexion internet des lycées.

La Région continue d'accompagner la communauté éducative en proposant pour 2023 un doublement du débit des accès Internet le passant ainsi de 100Mb/s à 200Mb/s pour chacun des lycées.

Le présent rapport a pour objet alors de proposer :

1. La redevance d'exploitation pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2023 pour un débit de 200Mb/s pour tous les lycées situés dans une zone couverte par la fibre optique départementale,
2. La redevance d'exploitation pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2023 pour un débit de 200Mb/s pour tous les lycées situés dans une zone non couverte par la fibre optique départementale,
3. Le renouvellement de la convention avec le département de la Seine-et-Marne afin de mutualiser l'accès Internet général via RENATER (**R**éseau **N**ational de télécommunications pour la **T**echnologie l'**E**nseignement et la **R**echerche) pour les collèges et les lycées Seine-et-Marnais.

### 1. Accès Internet Très Haut Débit des lycées franciliens situés dans une zone couverte par la fibre optique départementale

Il est proposé d'affecter au titre de la redevance d'exploitation et de la bande passante du THD les montants suivants :

- Pour **Paris** : une autorisation d'engagement, pour la redevance d'exploitation et de bande passante à 200Mb/s de tous les lycées connectés au réseau THD2D, qui s'élève à **82 800 €** pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2023

- Pour la **Seine-et-Marne** : une autorisation d'engagement, pour la redevance d'exploitation et de bande passante à 200Mb/s de tous les lycées connectés au réseau Sem@for77, qui s'élève à **108 910 €** pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2023

- Pour les **Yvelines** : une autorisation d'engagement, pour la redevance d'exploitation et de bande passante à 200Mb/s de tous les lycées connectés au réseau SYN, qui s'élève à **92 400 €** pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2023

- Pour la **Seine-Saint-Denis** : une autorisation d'engagement, pour la redevance d'exploitation et de bande passante à 200Mb/s de tous les lycées connectés au réseau THD-SSD, qui s'élève à **53 580 €** pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2023

- Pour le **Val-de-Marne** : une autorisation d'engagement, pour la redevance d'exploitation et de bande passante à 200Mb/s de tous les lycées connectés au réseau THD94, qui s'élève à **106 920 €** pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2023

- Pour le **Val d'Oise** : une autorisation d'engagement, pour la redevance d'exploitation et de bande passante à 200Mb/s de tous les lycées connectés au réseau THD95, qui s'élève à **82 045 €** pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2023

## **2. Accès Internet Très Haut Débit des lycées franciliens situés dans une zone non couverte par la fibre optique départementale**

Conformément à la délibération du rapport cadre 84-16 « Vers des lycées 100% numérique » la Région décide de recourir à des opérateurs privés de télécommunications, là où le déploiement de la fibre « départementale » ne permet pas de connecter les lycées dans les délais souhaités. La Région y a recours à travers le groupement de commandes initié par le SIPPEREC pour les services de communications électroniques pour lequel elle est adhérente ou via l'UGAP.

**Au titre du fonctionnement** il est proposé d'affecter **368 165 €** pour la redevance du 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2023 de l'accès Internet 200Mb/s des 116 lycées connectés dans une zone non couverte par la fibre départementale 91, 92 et 93.

## **3. Accès Internet général mutualisé pour les collèges et les lycées de la Seine-et-Marne**

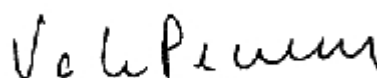
Par la délibération CG-2014/10/03-5/05, le Département de la Seine-et-Marne a renouvelé un contrat d'accès Internet sécurisé avec le délégataire Sem@for77 pour ses collèges.

Par délibérations CP13-150 et 13-200, la Région Ile-de-France a également conclu le même contrat pour ses lycées.

Les collèges et lycées connectés utilisent alors le même réseau fermé d'utilisateurs et un point d'accès Internet général commun via RENATER (Réseau National de télécommunications pour la Technologie l'Enseignement et la Recherche). Les modalités de gestion de cet accès Internet général mutualisé pour les deux collectivités sont définies dans la proposition de convention annexée à la présente délibération à hauteur de **10 200 €** pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2023.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## **PROJET DE DÉLIBÉRATION**

### **DU 25 JANVIER 2023**

#### **ACCÈS INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT DANS LES LYCÉES FRANCILIENS**

#### **1ER RAPPORT POUR 2023**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** Le code général des collectivités territoriales ;

**VU** Le code de l'éducation ;

**VU** Le code de la commande publique ;

**VU** Le code des postes et télécommunications et notamment son article L.32 ;

**VU** La délibération n° CP 11-249 du 10 mars 2011 et son avenant n°11-436 du 19 mai 2011 relatifs à la mise en œuvre du contrat particulier avec la ville de Paris sur le très haut débit second degré (THD2D) ;

**VU** La délibération n° CR 64-12 du 22 novembre 2012 relativement à l'ajustement des contrats particuliers Région-départements 2007-2013 avec Paris, les Yvelines et la Seine-Saint-Denis ;

**VU** Les délibérations n° CP 13-150 du 23 janvier 2013 et n° CP 13-200 du 4 avril 2013 relatives à la mise en œuvre du très haut débit pour les EPLE régionaux de Seine-et-Marne ;

**VU** La délibération n° CP 13-321 du 30 mai 2013 relative à la politique régionale en faveur du développement du numérique ;

**VU** La délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 relative à la mise en œuvre de la SRDEI : la politique régionale en faveur du développement numérique ;

**VU** La délibération n° CP 14-453 du 18 juin 2014 relative à la mise en œuvre du schéma des formations, au soutien au développement de l'usage des TICE, à la mise en œuvre des CPRD 77 et 95 et à l'avenant au contrat-cadre de bande passante pour le très haut débit dans les EPLE de Seine-et-Marne ;

**VU** La délibération n° CP 14-754 du 20 novembre 2014 relative à la politique régionale en faveur du développement du numérique ;

**VU** La délibération n° CP 15-255 du 9 avril 2015 relative à la mise en œuvre du très haut débit pour les EPLE régionaux de Seine-Saint-Denis ;

**VU** La délibération n° CR 84-16 du 16 juin 2016 relative aux lycées 100% numérique ;

**VU** La délibération n° CP 16-429 du 21 septembre 2016 relative à la mise en œuvre du très haut débit pour les EPLE du Val-de-Marne et des Yvelines et mise à jour de la grille tarifaire pour les EPLE de la Seine-et-Marne ;

**VU** La délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** La délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** La délibération n° CP 2022-030 du 28 janvier 2022 relative à l'accès Internet très haut débit dans les lycées franciliens ;

**VU** La délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** Le budget de la région d'Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission des lycées ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-042 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 856 970 € sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-005 « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action 12200507 « Accès Internet THD lycées publics » du budget régional 2023

**Article 2 :**

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 48 050 € sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP24-005 « Participation aux charges de fonctionnement des cités scolaires », action 12400512 « Accès internet CMR » du budget régional 2023

**Article 3 :**

Approuve la convention avec le département de la Seine-et-Marne, figurant en annexe à la délibération, définissant les engagements de chacun quant aux services liés à l'accès Internet mutualisé des collèges et des lycées Seine-et-Marnais et autorise la Présidente du conseil régional à la signer

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION**

## **CONVENTION Région - CD77 Accès Internet général mutualisé**



# **CONVENTION**

Convention entre le Département de Seine-et-Marne et la Région Île-de-France fixant les conditions de mutualisation du tronc de collecte reliant le réseau des collèges et des lycées, opéré par Sem@for77, au réseau RENATER (**R**éseau **N**ational de télécommunications pour la **T**echnologie l'**E**nseignement et la **R**echerche).

Entre d'une part,

**La Région Île-de-France**, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

Et d'autre part,

**Le Département de la Seine et Marne**, représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Jean-François PARIGI

## **Préambule :**

Par la délibération CG-2014/10/03-5/05, le Département de la Seine-et-Marne a renouvelé un contrat de service de bande passante avec le délégataire Sem@for77 réunissant les collèges en un groupement unique capable de se connecter au réseau national sécurisé RENATER pour accéder à Internet.

Par délibérations CP13-150 et 13-200, la Région Ile-de-France a conclu à un contrat de service de bande passante avec le délégataire Sem@for77 réunissant les lycées en un groupement unique capable de se connecter au réseau national sécurisé RENATER pour accéder à Internet.

Les collèges et lycées connectés utilisent alors le même réseau fermé d'utilisateurs et un tronc commun de collecte raccordé à un point d'accès à RENATER (**R**éseau **N**ational de télécommunications pour la **T**echnologie l'**E**nseignement et la **R**echerche) permettant l'accès à Internet aux établissements publics d'enseignement. Le raccordement du tronc de collecte au point d'accès est utilisé par les deux collectivités, le Département pour les collèges, la Région pour les lycées.

Chaque établissement bénéficie, en 2022, d'une bande passante allant de 100Mb/s à 200Mb/s pour les collèges et lycées sur le réseau de collecte. L'accès internet est mutualisé pour l'ensemble des collèges et lycées via le tronc de collecte à 10Gb/s reliant le réseau Sem@for à RENATER.

Il est ainsi proposé de mutualiser les coûts entre le Département de la Seine-et-Marne et la Région Île-de-France de ce lien partagé à 10 Gb/s. Contractuellement, le délégataire (Sem@for77) ne peut pas répartir le coût de la bande passante du tronc de collecte entre la Région et le Département, celui-ci faisant l'objet d'une seule commande. Le Département passera cette commande et règlera

directement à Sem@for77 le coût de cet accès à 10Gb/s dans sa totalité. La Région versera le prorata au Département en fin d'année civile.

Cette nouvelle convention fait suite à celle initiale de février 2017 dont l'avenant signé en février 2022 a repoussé la date de fin à février 2023 par modification de l'article 7 « Date et durée de la convention ».

#### **Article 1 : Objet**

Cette convention a pour objet de définir les modalités et les conditions de mutualisation du tronc de collecte reliant le réseau de collecte des collèges et lycées, opéré par Sem@for77, au réseau RENATER.

#### **Article 2 : Utilisation commune du tronc de collecte**

Le Département prend à sa charge la commande et le paiement de la facture mensuelle de 2 500 € HT du raccordement à RENATER. Ce montant pourra être réactualisé en fonction des grilles tarifaires de Sem@afor et de l'évolution du débit nécessaire pour couvrir les besoins. Le Département en informera la Région dès modification.

La région reversera une fois par an, en décembre, sa quote-part au Département, au prorata du nombre de sites connectés et de la bande passante commandée pour chaque site. En cas d'augmentation de débit pour un site, un prorata annuel sera calculé prenant en compte les périodes et les débits utilisés correspondants. La date de la commande de l'augmentation du débit sera prise en compte pour le calcul.

#### **Article 3 : Suivi de la consommation de bande passante**

Le Département met à disposition de la Région un outil permettant de suivre la consommation de bande passante à la sortie d'un équipement actif réseau de chaque lycée. Cet outil est accessible via une URL fournie par le Département avec des comptes d'accès nominatifs. Cet outil permet à la Région de produire des tableaux de bord de suivi de la consommation de la bande passante.

Ce service sera facturé par le Département à la Région à hauteur de 200€ TTC/ mois.

#### **Article 4 : Engagements de confidentialité**

Les parties s'engagent à garantir la confidentialité des informations accessibles par le biais de l'outil de suivi de la consommation de la bande passante.

## **Article 5 : Modalités de paiement**

Un titre de recette correspondant à la quote-part de l'utilisation de bande passante relative au tronc de collecte et au service de suivi de la bande passante sera émis annuellement par le Département. La Région s'engage à informer le Département de toute augmentation de débit et de toute nouvelle connexion d'établissements afin de pouvoir établir la répartition des montants.

Le premier versement relatif à l'utilisation de la bande passante et au service de suivi de consommation correspondra à la période comprise entre février 2023 et novembre 2023.

Les versements suivants de l'année N correspondront à la période de novembre N-1 à novembre N.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique. Il s'effectue par mandat administratif. Le délai de paiement maximum est fixé à trente (30) jours à compter de la réception des justifications fournies par le Département.

Afin de lutter contre les retards de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40 euros.

## **Article 6 : Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant signé entre les parties.

## **Article 7 : Date et durée de la convention**

La présente convention prend effet à la date de sa signature par les deux parties et est conclue pour une durée de 7 ans.

## **Article 8 : Résiliation**

La Résiliation de la présente convention peut intervenir par dénonciation par l'une des parties notifiées par lettre recommandée avec accusé réception. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à 6 mois, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé à l'autre partie.

Les éventuels frais de résiliation et pénalités des contrats de service de bande passante seront à la charge de la collectivité initiatrice de la résiliation de la présente convention.

**Article 9 : règlement des litiges**

Les parties à la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente.

Fait à Melun, le

Fait à Saint-Ouen, le

Le Président du Conseil Départemental

La Présidente du Conseil Régional

de la Seine-et-Marne

d'Île-de-France